



Alice Thomine-Berrada et Barry Bergdol (dir.)

Repenser les limites : l'architecture à travers l'espace, le temps et les disciplines

31 août - 4 septembre 2005

Publications de l'Institut national d'histoire de l'art

Le projet de réhabilitation de Porto-Novo (Bénin) : objectifs en termes de conservation et de développement durable

Alain Godonou

DOI : 10.4000/books.inha.1653

Éditeur : Publications de l'Institut national d'histoire de l'art

Lieu d'édition : Paris

Année d'édition : 2005

Date de mise en ligne : 5 décembre 2017

Collection : Actes de colloques

ISBN électronique : 9782917902646



<http://books.openedition.org>

Édition imprimée

Date de publication : 4 septembre 2005

Référence électronique

GODONOU, Alain. *Le projet de réhabilitation de Porto-Novo (Bénin) : objectifs en termes de conservation et de développement durable* In : *Repenser les limites : l'architecture à travers l'espace, le temps et les disciplines : 31 août - 4 septembre 2005* [en ligne]. Paris : Publications de l'Institut national d'histoire de l'art, 2005 (généré le 18 décembre 2020). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/inha/1653>>. ISBN : 9782917902646. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.inha.1653>.

Ce document a été généré automatiquement le 18 décembre 2020.

Le projet de réhabilitation de Porto-Novo (Bénin) : objectifs en termes de conservation et de développement durable

Alain Godonou

- 1 L'intervention a pour objectif de présenter l'étude sur la réhabilitation du patrimoine historique de Porto-Novo, menée de 2001 à 2003 par l'École du patrimoine africain-EPA. En effet, créée en 1998 à la suite d'un accord entre l'Université nationale du Bénin et le Centre international d'Études pour la conservation et la restauration des Biens culturels (ICCROM), l'EPA travaille avec vingt-six pays francophones, lusophones et hispanophones en Afrique, au Sud du Sahara.

Ses missions sont :

- la formation et le renforcement des capacités des professionnels dans les domaines de la conservation et de la médiation culturelle ;
 - l'éducation des communautés à la prise en compte du patrimoine dans tous les secteurs de l'activité humaine ;
 - l'édition et la diffusion de publications spécialisées ;
 - la création d'activités de services en faveur de programmes de développement socio-économique intégrant la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine culturel et permettant sa découverte et sa réappropriation.
- 2 À ce titre, l'EPA a pu participer, avec l'École africaine des métiers de l'architecture et de l'urbanisme (EAMAU), au concours d'appel d'offres lancé par le gouvernement du Bénin par l'intermédiaire du crédit de la Banque mondiale en direction d'une étude sur la réhabilitation du patrimoine historique de Porto-Novo.
- 3 Porto-Novo est une ville de trois cent mille habitants, découverte dans les années 1700 par le négrier Eucaritus de Campos comme un nouveau port d'embarquement d'esclaves sur les côtes du Golfe de Guinée. En tant que capitale de la colonie du Dahomey à partir de 1900, la ville est jalonnée d'infrastructures administratives

typiques de l'architecture coloniale. L'exceptionnelle qualité du tissu architectural et urbain de la ville historique ainsi que sa diversité permettent d'espérer son classement au titre du patrimoine mondial (Fig. 1) et (Fig. 2).



Fig. 1



Fig. 2

- 4 L'étude qui avait pour objectif principal d'amorcer une dynamique de réhabilitation du patrimoine historique de Porto-Novo par le biais de stratégies, de cadrage institutionnel et de politique de gestion, de mécanismes d'incitation et d'opérations pilotes démonstratives, a été articulée autour de quatre phases : l'inventaire et le

diagnostic physique et institutionnel du patrimoine, l'analyse des besoins des différentes parties intéressées, l'élaboration d'une stratégie d'intervention et la définition d'un programme-pilote de réhabilitation.

- 5 Alors que les commanditaires de l'étude avaient en vue le patrimoine architectural colonial concentré au Sud-Ouest de la ville, le travail a en fait porté sur deux autres éléments du centre historique urbain : le tissu afro-brésilien et le tissu vernaculaire. Cette inclusion a entraîné une forte mobilisation sociale des habitants autour du patrimoine culturel.
- 6 Situé dans la partie Est de la zone historique, le tissu vernaculaire est le plus ancien. S'y trouvent concentrés : les palais royaux, les grands temples *vodun*, les paysages sacrés ainsi que l'habitat lignager des grandes familles. Le quartier afro-brésilien au Centre-Nord de la ville correspond à l'implantation originaire des familles afro-brésiliennes, à l'époque où elles jouaient un rôle économique et social essentiel. L'élément central et représentatif est la mosquée, qui serait la réplique de la cathédrale catholique de San Salvador de Bahia (Fig. 3).



Fig. 3

- 7 Les trois types de tissus qui se superposent en divers endroits sont reliés par un axe principal, allant du palais d'été du roi Toffa¹ (à l'extrémité Est) au palais des gouverneurs, qui abrite aujourd'hui le siège de l'Assemblée nationale (à l'extrémité Ouest). Cet axe du pouvoir matérialise en quelque sorte son basculement, de la royauté à l'administration coloniale. Il est lui-même doublé par trois directions de développement économique et croisé par les percements Nord-Sud que les colons avaient ouverts en direction de la lagune. Au cours de l'inventaire, cinq cent quatre vingt dix-sept éléments remarquables, qui devraient faire l'objet d'une protection, ont été inventoriés.

- 8 L'étude a permis d'identifier les trois sources de droit concernées : les lois sur le patrimoine, émanant du Ministère de la culture et plus ou moins établies sur le modèle français ; les lois d'urbanisme et le droit coutumier enfin, recueil de traditions orales. Toutefois, la législation s'avère souvent obsolète et le véritable pouvoir est exercé par les aménageurs qui ont toute latitude pour tracer des routes et construire des équipements.
- 9 Des stratégies de conservation et de mise en valeur ont pu être mises en place grâce aux vues convergentes des principaux intéressés qui ont établi des principes de planification d'actions, en vue de sauvegarder les éléments inventoriés par type de patrimoine (public ou privé). Outre le renforcement de la protection juridique existante (ou sauvegarde passive) et son actualisation en faveur d'interventions conjointes entre aménageurs/urbanistes et professionnels du patrimoine, une mise en place progressive de cahiers de prescriptions techniques des activités de conservation sur les toitures, les murs et les façades, ainsi que relatives à l'entretien général a été proposée.
- 10 De la même façon, des actions de mise en valeur se sont développées à travers la réhabilitation d'éléments singuliers et/ou de tissus urbains, le traitement des espaces publics et la réalisation d'opérations de développement d'activités socio-économiques.
- 11 La mise en œuvre des actions préconisées pour la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine inventorié exige l'établissement d'un outil de coordination. Cet outil de coordination aura pour missions et pour objectifs fondamentaux d'offrir une entrée unique centrée sur le patrimoine et d'œuvrer en sa faveur en unifiant les actions et en coordonnant les divers intervenants.
- 12 Ce travail ne s'est pas limité à l'étude du patrimoine bâti ; bien au contraire, l'aspect social de la question, réalisé par l'équipe pluri-disciplinaire, a suscité un intérêt de la part du Centre du patrimoine mondial de l'Unesco. À cet égard, l'îlot Accron-Gbècon, regroupant le palais d'été du roi Toffa 1^{er}, le temple Abessan² et le palais d'initiation des rois de Hogbonu, pour ne citer que ces éléments majeurs, ont été inclus au projet de gestion durable du patrimoine pour la réduction de la pauvreté (correspondant à la phase 1) financé par l'Unesco (Fig. 4) et (Fig. 5).



Fig. 4



Fig. 5

- 13 Les auteurs concernés ont plaidé auprès de la Banque mondiale le fait que l'appauvrissement est un processus à envisager dans une dynamique d'ensemble et non pas, comme on le pense habituellement, seulement lié à une faible scolarisation ou à un environnement dégradé.
- 14 Dans le cas de Porto-Novo, l'administration coloniale avait négligé de prendre en compte la partie ancienne de la ville d'où partaient les émeutes. On enregistre à ce jour un faible taux de réussite aux examens dans les deux écoles primaires recensées dans l'îlot en raison de la non scolarisation des enfants de la famille royale et la marge réduite d'opportunités d'activités génératrices de revenus a entraîné l'émigration progressive des forces vives. Ainsi, la pauvreté dans l'îlot Accron-Gbècon se résume-t-elle à deux dimensions majeures qui sont : le désespoir des populations résidentes, objets d'enquêtes sur la pauvreté qu'elles estiment sans suite et l'émigration des jeunes gens, forts d'un potentiel d'initiatives et d'entreprises.

- 15 Afin de contrebalancer ces perceptions négatives et la dépréciation dont se sentent victimes ces populations, un plan d'amélioration des conditions de vie est préconisé. Ce plan implique de changer l'image que l'administration avait de la ville en mettant l'accent sur son aspect multiséculaire et symbolique de l'unité nationale. Il devient dès lors important de transmettre la dimension historique de ces quartiers et de leurs richesses patrimoniales et culturelles, vecteurs de potentiels d'altérité positifs. Il convient, en outre, de restaurer les monuments les plus significatifs de l'histoire collective et d'implanter de nouvelles infrastructures tout en respectant les règlements d'urbanisme qui prennent en compte l'esprit du site devant accueillir toute nouvelle construction, ainsi que son développement socio-économique (Fig. 6) et (Fig. 7).



Fig. 6



Fig. 7

- 16 Mais le mépris institutionnel hérité de l'ère coloniale à l'égard du quartier vernaculaire ayant, jusqu'à une date récente, perduré, le gouvernement a pendant longtemps choisi les emplacements des administrations dans la partie coloniale de la ville.
- 17 L'argumentation en faveur d'une nouvelle vision de Porto-Novo a maintenant été entendue et le site retenu comme siège de l'Assemblée nationale se trouve au cœur de la ville ancienne, ce qui aurait été impensable il y a quelques années seulement. La sensibilisation des autorités devrait enfin permettre d'éviter les dénaturations : une villa coloniale n'a-t-elle pas été remplacée par l'édifice flambant neuf de la Cour suprême ? L'État a heureusement commencé à entendre raison grâce à l'appui de l'EPA, désormais systématiquement représentée dans les jurys de concours d'architecture, ce qui lui permet de veiller au respect de « l'esprit des lieux » au cœur de la ville historique (Fig. 8).



Fig. 8

- 18 Mais il faut également agir sur deux plans spécifiques : la revitalisation économique, et la mobilisation sociale.
- 19 La revitalisation économique implique d'encourager la production de fruits et légumes par la création d'un marché qui constituerait un débouché économique vital pour les producteurs, mais aussi de stabiliser le statut de l'exploitation maraîchère au bord de la lagune. La mobilisation sociale passe par la création d'associations de propriétaires. Le regroupement en association des chefs de famille, notion très importante au sud du Bénin, peut en particulier permettre d'entamer la révision des pratiques coutumières. La mobilisation sociale accroît le respect spontané des lois et des textes. Ainsi, la poste, édifice historique, s'est-elle récemment vue gratifier d'une entrée sous la forme d'un temple grec tout à fait inadapté. La protestation, spontanée et populaire, a eu pour conséquence la démolition coûteuse de cette adjonction inopportune. En outre, elle a pointé le fait que l'administration avait elle-même violé ses propres lois (Fig. 9).

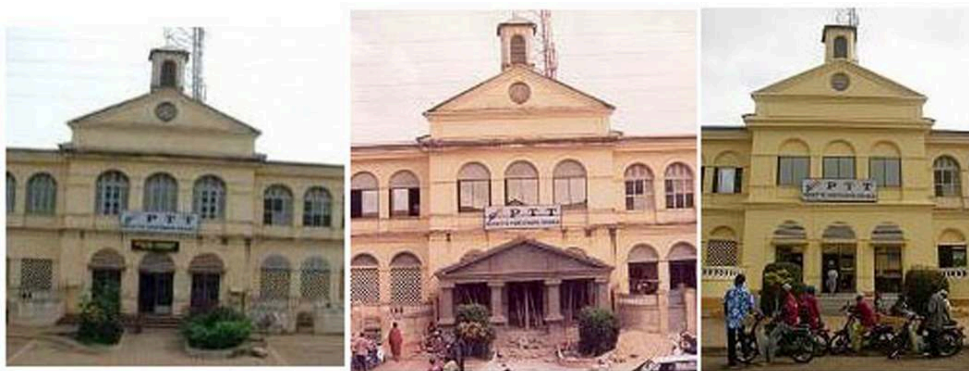


Fig. 9

- 20 Les conclusions de la première phase du projet de gestion durable pour la réduction de la pauvreté ont suscité un financement complémentaire en faveur d'une deuxième phase qui a pour objectif de développer des actions prioritaires d'amélioration des conditions de vie de la population de l'îlot en particulier et de la population de la ville en général. Des chantiers-écoles pour la connaissance et la transmission des savoir-faire sur les types d'architecture menacée de disparition ont, entre autres, été envisagés. Ainsi, les maisons afro-brésiliennes qui constituent un capital immobilier exploité en deçà de leur valeur pourront être réhabilitées et réutilisées à des fins socio-économiques, voire culturelles. Ces maisons ayant un statut de propriété privée, la question se pose de savoir quel intérêt faire valoir auprès des propriétaires en faveur d'une intervention sur leurs biens ?
- 21 Le programme prévoyant le développement d'une centaine de lits d'hôtels à Porto-Novo a entraîné la création de cette hôtellerie dans le quartier afro-brésilien, ce en concertation avec les agences de financement, la Banque de l'habitat par exemple. Actuellement, l'un des enjeux est la construction de garanties pour les prêts immobiliers. La mise en place du mécanisme de financement approprié est en cours d'étude.
- 22 Le projet de réhabilitation de Porto-Novo, qui intègre enjeux patrimoniaux et données économiques et sociales, a fait école. D'autres villes africaines sont concernées, au premier rang desquelles la vieille ville d'Accra, au Ghana.

NOTES DE FIN

1. Le roi Toffa a régné de 1874 à 1908.

2. Temple du monstre à neuf têtes, site de la fondation de la cité de Porto-Novo

INDEX

Index chronologique : Epoque contemporaine

Index géographique : Porto-Novo, Afrique, Bénin

Mots-clés : patrimoine, réhabilitation, UNESCO, Ecole du patrimoine africain, développement durable, architecture, architecture coloniale

AUTEUR

ALAIN GODONOU

Alain Godonou, directeur de l'École du Patrimoine africain, conservateur du patrimoine, coordonnateur général du projet de réhabilitation de Porto-Novo (Bénin). Chercheur à la direction des musées, monuments et sites du Bénin (1985-1987) ; premier conservateur du musée Honmè, Palais royal de Porto-Novo (1988-1994), chargé de programmes Afrique à l'ICCROM (1995-1997). Initiateur et coordonnateur du programme « Les musées au service du développement », qui vise à améliorer l'offre culturelle et éducative des musées africains (2007-2010). Coordonne le projet de réhabilitation des Palais royaux d'Abomey, classés patrimoine mondial par l'Unesco, l'inventaire des sites de la Route de l'esclave. Premier lauréat africain du prix triennal ICOM-CC en 2005 pour sa contribution exceptionnelle à la conservation du patrimoine dans le monde.